

Vaulx-en-Velin le 12/01/16 : mise à la rue de familles et d'enfants, dont Maria et Florin, maintenant déscolarisés contre leur volonté

A Vaulx-en-Velin, depuis un an et demi survivaient de nombreuses familles, certes dans des conditions indignes, mais quand même à peu près à l'abri de la pluie et du froid.

Mardi matin, 12/01/2016, la Préfecture a donné l'ordre d'expulser le terrain. Certes la préfecture a proposé des hébergements à des familles et des personnes seules : les journaux n'ont retenu pratiquement que cela du discours de la préfecture. Mais cette information "politiquement correcte" cache une autre réalité inhumaine et indigne de la France.

Récit en image

En fin de matinée, une vingtaine de familles sont encore parquées sous bonne garde :



Elles attendent une attribution d'hébergement, mais elles n'en auront pas.

Dans une voiture de la Préfecture, deux personnes, protégées de la pluie,



notent les noms de chaque famille et leur éventuel numéro de téléphone. Elles leur précisent : « pour le moment il n'y a pas de place d'hébergement mais on vous rappellera entre aujourd'hui et demain. Vous pouvez aussi appeler le 115 surtout si vous n'avez pas laissé votre N° de téléphone » (115 = N° d'hébergement d'urgence).

Alors qu'une bonne averse tombe, je demande s'il ne serait pas normal de trouver un abri (gymnase ?) pour ces familles.

Réponse : - de la police : demandez à la "préfecture" (en m'indiquant la voiture où était notée la liste des familles)

- de la "préfecture" : ce n'est pas possible et non prévu.

Après le passage des familles dans la voiture pour apprendre qu'elles sont « jetées » à la rue, la police exige qu'elles partent (sous la pluie ! et la photo laisse imaginer la manière que je ne qualifierai pas):



Ci-dessus sur la photo on voit une enfant encapuchonnée, **Maria** (prénom d'emprunt) avec sa famille et les maigres bagages qu'ils vont emporter. Ses parents étaient allés la chercher en catastrophe à l'école ce matin, comme le papa de **Florin** (prénom d'emprunt) pour une autre famille.

Il est 14 h 15, la place est libre, la police a fait son travail inhumain de mise à la rue.

La voiture de la « Préfecture » et son cortège de véhicules de police peut partir :



Tandis que notre argent, celui des contribuables, est déjà utilisé pour détruire :



Longue matinée de honte pour la France, indigne du pays des droits de l'homme...

Et l'inhumain continue...

Ce **même mardi 12/01/16** :

17 h 15 : après de nombreuses tentatives d'appel du 115, j'obtiens la réponse : **pas de place pour la famille de Maria... il faut rappeler dans une semaine...**

Quand j'explique, que, ce matin devant moi, la préfecture a dit aux familles qu'elles seraient appelées aujourd'hui ou demain et qu'elles pouvaient aussi appeler le 115, surprise pour moi, car l'interlocutrice au téléphone du 115 n'a aucune information à ce sujet, elle a juste entendu parler d'expulsion(s)... Elle s'étonne même de promesses d'hébergement aussi rapides!

18 h 45. Appels du 115 : en résumé, **toujours aucune place** pour les familles que je mentionne. J'ai connaissance de 3 places attribuées, mais pour des adultes seuls (homme et femmes).

Très mauvaise nuit au froid, à l'humidité et sans toit...

Mercredi 13/01/16

Appels du 115 : en résumé, **toujours aucune place** pour les familles que je mentionne.

Très mauvaise nuit au froid, à l'humidité, sous la pluie et sans toit...

Jeudi 14/01/16

A 14 h impossible de joindre le 115 : plusieurs appels avec à chaque fois : sonnerie (parfois bizarre !) pendant environ une minute, puis la ligne renvoie le signal d'occupation...

A 17 h : enfin j'obtiens le 115 : **toujours aucune place** pour les familles que je mentionne.

Ainsi **de nombreuses personnes, qui avaient un abri, certes de fortune, ont été jetées à la rue.**

Maria et Florin, qui ont poursuivi leur scolarité normalement dès le 01/09/16, **sont à la rue et déscolarisés depuis le 12/01/16 contre leur volonté par décision de la préfecture** en notre nom.

Criez votre indignation auprès de ceux qui ont décidé cette action : Le préfet de région michel.delpuech@rhone.gouv.fr et le préfet à l'égalité des chances xavier.inglebert@rhone.gouv.fr.

C'est intolérable, inacceptable et inhumain.

Henri Branciard
henri.branciard@yahoo.fr

Jeudi 14/01/16, 17h